

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la Société Coopérative Agricole AXEREAL
pour une exploitation située sur la commune de VALD'YERRE,
N° AIOT : 0010000171

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-46-23;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables et notamment l'article 13 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 14 mai 1999 à la société COOPERATIVE AGRIGOLE DU DUNOIS pour l'exploitation d'un silo de stockage de céréales sur le territoire de la commune d'Arrou et notamment les articles 1.2.9 et 1.6.1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 17 octobre 2025 et transmis à l'exploitant par courrier du 14 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 14 novembre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, du projet d'arrêté de mise en demeure, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations émises par l'exploitant dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 17 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- le bassin de rétention était fortement embroussaillé ;
- la vanne d'isolement n'était ni accessible, ni signalée ;
- la réserve d'eau incendie était fortement dégradée avec des déchirures présentes à plusieurs endroits sur la bâche d'étanchéité ;
- la réserve d'eau n'était pas clôturée ;
- le volume d'eau présent dans cette réserve était inférieur à 120m³ ;
- la charpente du silo 1 était fortement empoussiérée.

CONSIDÉRANT que l'état actuel du bassin de rétention et que l'absence de signallement de la vanne d'isolement ne permettent pas d'assurer la rétention des eaux en cas d'incendie conformément à la prescription édictée dans l'article 1.2.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 1999 ;

CONSIDÉRANT que l'état de la réserve incendie ne permet pas de garantir un niveau d'eau suffisant pour l'action des services de secours conformément aux préconisations édictées par l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 1999 ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 prévoit que « *tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler* » ;

CONSIDÉRANT que la présence de poussière, en quantité importante, peut conduire à de graves accidents (explosions) lorsque les poussières en suspension sont enflammées par une source d'énergie suffisante ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.2.9 et 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 1999 ainsi qu'aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAL de respecter les prescriptions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société AXEREAL, exploitant un silo de stockage de céréales sur le territoire de la commune de VALD'YERRE, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 1.2.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 1999 en procédant au nettoyage du bassin de rétention des eaux incendies ;
- de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 1999 en procédant à l'installation d'une clôture autour de la réserve incendie et au changement de la bâche d'étanchéité de cette réserve ;
- de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en procédant au nettoyage de la charpente du silo 1 ;

dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS UTILES

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 03 MARS 2026
Le Préfet
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Agnès BONJEAN

Annexe: Photos – visite d’inspection du 17/10/2025
FORT EMPOUSSIÈREMENT DANS LE SILO 1 DU SITE AXEREAUX A VALD’YERRE

